

Pas de deux au milieu du bras de fer

GRÈCE Rencontre clé entre Tsipras et Juncker pour combler les différences

► Les créanciers internationaux ont leur plan, la Grèce le sien.
► La convergence à pas forcés est en cours.

Passant une pitrerie de Jean-Claude Juncker, ni claquant ni bise sur le front d'Alexis Tsipras : une poignée de main, un bras furtivement posé sur l'épaule du premier ministre grec par le président de la Commission européenne. C'était le seul fait concret et visible que la presse a pu établir sans nul doute possible, mercredi peu après 20h30 au Berlaymont à Bruxelles, lors d'une nouvelle journée de tension croissante dans la négociation entre la Grèce et ses créanciers internationaux.

C'est le président de la Commission qui a « personnellement invité Alexis Tsipras », selon les propos officiels, à venir le rencontrer à Bruxelles. Personne n'a pu dire qui avait invité « personnellement » Jeroen Dijsselbloem, toujours est-il que le ministre néerlandais des Finances et président de l'Eurogroupe (les grands argentiers de la zone euro), est également arrivé au Berlaymont en fin de journée. Mais sans qu'aucun porte-parole n'ait voulu confirmer s'il allait participer à la réunion Juncker-Tsipras – ce qui était plus que logique – ou s'il rejoindrait dans une pièce voisine les ministres les plus proches de Tsipras qui avaient fait le déplacement avec ce dernier.

Ce qui semblait clair, c'est que le patron de l'exécutif européen et le premier ministre grec allaient mutuellement se présenter deux documents respectifs.



Pas de blague sur la cravate, pas la moindre claquette ni bise sur le front d'Alexis Tsipras : Jean-Claude Juncker est resté sobre de toute extravagance gestuelle, signe que l'heure est grave. © FRANCOIS LENOIR/REUTERS

Alexis Tsipras allait exposer et argumenter sur le plan global de réformes élaboré par son gouvernement : un document de 46 pages envoyé lundi soir à Bruxelles, et que le Grec a dit considérer comme la base de la discussion. Jean-Claude Juncker, quant à lui, allait présenter à son invité le plan que les principaux dirigeants représentant

les créanciers de la Grèce ont élaboré lundi soir à Berlin, lors d'une rencontre au débotté qui a réuni Angela Merkel, François Hollande, Jean-Claude Juncker, rejoints par Christine Lagarde, la patronne du Fonds monétaire international et Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne.

Un plan efficacement tenu se-

cret jusqu'à la rencontre avec Tsipras, mais qui prévoirait une nouveauté capitale qui aurait été confirmée au premier ministre grec lors d'un entretien téléphonique qu'il a eu avec les dirigeants allemande et français juste avant de s'envoler pour Bruxelles : l'accord des partenaires à une forte réduction des objectifs du solde primaire du

budget hellénique (la différence entre recettes et dépenses, compte non tenu des charges de la dette). La trajectoire consignée dans l'actuel plan d'aide prévoyait pour cette année un excédent primaire de 3 % et pour l'an prochain de 4,5 %, notoirement irréalistes. Le gouvernement grec veut abaisser ces niveaux à moins de 1 % cette an-

née, et 1,5 % l'année prochaine. Les créanciers proposeraient, selon une source citée par *The Financial Times*, un excédent de 2 % en 2016, 3 % en 2017 et 3,5 % en 2018.

En tous les cas, l'accord des créanciers de la Grèce à une réduction substantielle de ces objectifs entraîne la reconnaissance de fait qu'il faudra procéder à une réduction de la dette hellénique. La rupture d'un tabou absolu, mais qui n'est que pure logique : la dette grecque n'est pas remboursable avec une trajectoire budgétaire soutenable. Les entourages laissent entendre aussi que les deux parties ont encore du chemin à faire sur un autre différend majeur : l'ampleur de la réforme des retraites.

Une réduction des objectifs budgétaires entraînera de fait une réduction de la dette hellénique

Bien que tout le monde s'accordât à dire, en dépit de nombreuses voix dissonantes comme celle du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, qu'un accord est à portée de main « en termes de jours, voire d'heures » (selon François Hollande), on n'attendait pas d'accord final de la réunion Juncker-Tsipras. Une réunion téléphonique des hauts fonctionnaires coordonnant les travaux de l'Eurogroupe (l'instance qui doit approuver tout accord) a été reportée de mercredi à jeudi. L'Eurogroupe lui-même a une réunion prévue le 18 juin : une date considérée comme butoir, ne laissant que 12 jours ensuite aux 19 Etats membres de l'eurozone pour avaliser l'accord. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Israël s'inquiète d'être de plus en plus boycotté de par le monde

PROCHE-ORIENT Le mouvement « Boycott, désinvestissement, sanction » fait mal à l'Etat hébreu, qui organise finalement sa riposte

TEL-AVIV
DE NOTRE CORRESPONDANT

Malaise dans les travées d'Israël défense », l'exposition annuelle de matériel de guerre organisée depuis mardi à Tel-Aviv. Car pour sa septième édition, cet événement international fort couru a perdu plusieurs de ses participants habituels. Des entreprises françaises, britanniques et espagnoles qui n'ont pas, cette fois, été autorisées par le gouvernement à faire des affaires dans l'Etat hébreu. Pour les chroniqueurs locaux, ce « camouflet », qui fait suite à la tentative palestinienne de faire exclure Israël de la Fifa, annonce une période difficile pour ce pays. Selon eux, elle marque une victoire du mouvement « Boycott, désinvestissement, sanction » (BDS) qui prône la mise au ban d'Israël par la communauté internationale, comme ce fut le cas pour l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid.

« BDS et d'autres organisations semblables s'activent depuis une dizaine d'années et, jusqu'à présent, leur influence a toujours été marginale. Grosso modo, les militants de BDS sont parvenus à convaincre quelques artistes de ne pas venir se produire chez nous et des organisations étu-

« L'opinion internationale n'est désormais plus opposée à des sanctions contre Israël »

RAZI BARKAI, COMMENTATEUR ISRAËLIEN

diantes de rompre leurs contacts avec leurs homologues israéliennes. Il n'y avait donc pas de quoi en faire un drame, affirme le commentateur Razi Barkai. Mais l'opinion internationale a changé. Excédée par la poursuite de l'occupation et de la colonisation de la Cisjordanie, elle n'est désormais plus



Une manifestation dans les rues de Londres : le phénomène n'est plus marginal.

© PHOTONNEWS

opposée à des sanctions contre Israël. Du coup, la solution de boycott proposée par BDS et ses semblables trouve un écho dont elle ne bénéficiait pas il y a quelques mois encore. Un écho accentué par la volonté de plusieurs Etats européens d'imposer le marquage des produits manufacturés dans les territoires, et par la dégradation des relations entre Jérusalem et Washington. » Ce mardi, Barack Obama a d'ailleurs exprimé ses doutes quant à Israël, affirmant que le pays risquait de perdre toute crédibilité s'il continuait à se montrer aussi intransigeant face à la création d'un Etat palestinien.

L'inquiétude israélienne est palpable. La Knesset s'en est d'ailleurs faite la porte-parole en organisant mercredi un « débat d'urgence » sur la question. « Ce qui est piquant dans cette réaction de panique, c'est que personne n'évoque les raisons du boycott, s'est exclamé le député arabe israélien Ahmed Tibi. Binyamin Netanyahu et ses ministres font semblant de croire qu'il s'agit d'antisémitisme, alors que ses vraies causes sont la poursuite de l'occupation et la colonisation. »

Mal à l'aise, Netanyahu a attaqué dimanche « ceux qui délégitiment son pays sans raisons ». Il est revenu sur

le sujet ce mercredi après que le Syndicat des étudiants britanniques eut décidé de rejoindre le mouvement international de boycott. « Ces gens-là feraient mieux d'étudier l'histoire, a-t-il dit. Ceux qui prônent le boycott d'Israël sont les mêmes qui refusent de boycotter les terroristes de Daesh qui brûlent des civils dans des cages. »

Pour l'heure, ce sont surtout les milieux universitaires israéliens qui ressentent les effets de la campagne du BDS. « C'est simple, lorsque je m'adresse à des collègues étrangers, surtout anglo-saxons, ils ne répondent pas à mes mails. Pour eux, je n'existe plus », affirme une chercheuse en nanotechnologies. Mais les responsables israéliens redoutent également une mise à l'écart dans d'autres secteurs puisqu'une initiative visant à empêcher l'Etat hébreu de participer aux prochains Jeux olympiques est en préparation.

Jusqu'à présent, l'éventualité d'un boycott international d'Israël n'était pas considérée comme une hypothèse réaliste par les dirigeants de l'Etat hébreu. En tout cas, ce dossier n'était pas considéré comme prioritaire puisqu'un seul fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères était chargé de suivre les activités du BDS et des organisations semblables. Mais aujourd'hui, le dossier a été repris en main par une cellule interministérielle comprenant notamment les Affaires étrangères et la Justice. Plus discrètement, quelques personnes privées, amies d'Israël, ont été sollicitées. Elles se sont réunies durant le week-end à Las Vegas, sous la direction du républicain Sheldon Adelson, le roi américain des casinos, pour décider d'une stratégie de riposte à la campagne de BDS. ■

SERGE DUMONT

« BDS » EN BELGIQUE

52 organisations signataires

Sans être extrêmement connu, le mouvement « Boycott, désinvestissement, sanction » (BDS) est également actif en Belgique et porte le nom de « BDS Belgium ». Lancé en 2005, il compte aujourd'hui 52 organisations signataires en Belgique, dont la FEF (Fédération des étudiants franco-phones), certains magasins Oxfam, Ecolo J, les Jeunes socialistes, le PTB, etc. Simon Moutquin, le cosécraire de la plateforme BDS Belgium, le reconnaît : BDS n'est pas facile à comprendre ni à définir. « Disons que nous coordonnons des activités liées au boycott. Nous sommes un outil que chacun peut s'approprier pour boycotter Israël et dénoncer le non-respect du droit international. Nous visons des institutions, pas des personnes. Nous ne sommes pas anti-sionistes. Notre but est politique, pas idéologique », explique-t-il.

Concrètement, la plateforme BDS invite notamment à boycotter les produits israéliens ou des entreprises liées à Israël. BDS organise des actions à la sortie de supermarchés, par exemple, pour informer le consommateur sur les produits originaires d'Israël, colonies ou non (oranges, pommes de terre, herbes aromatiques, etc.). « La campagne "Made in illegality" demande d'interdire tous les produits issus des colonies. Mais nous, BDS, voulons boycotter tous les produits israéliens, parce que nous estimons que les entreprises israéliennes profitent, même indirectement, de la colonisation », poursuit Simon Moutquin. Cet été, BDS s'est choisi deux grosses cibles : Sodastream (une multinationale israélienne d'appareils à boissons gazeuses) et G4S (une entreprise britannique de services de sécurité, qui a construit une partie du mur qui sépare Israël de la Palestine). Une campagne précédente de BDS a déjà permis d'annuler un partenariat conclu entre la Commune de Gand et G4S. C.J.